ALEXANDRE SAUBOT

Président de France Industrie

« Concurrence et décarbonation : les grands défis de l'industrie »

Concurrence avec la Chine et les Etats-Unis, décarbonation... Alexandre Saubot propose des orientations face à ces grands défis auxquels font face les industriels français et européens.

Interview réalisée par Maïlys Khider

uels sont les grands dossiers traités par France industrie actuellement? Aujourd'hui, France Industrie est la voie unifiée de l'industrie française pour accompagner la volonté politique de réindustrialisation à travers la poursuite de la politique de l'offre, mais aussi l'accompagnement positif de la décarbonation et la simplification réglementaire sur laquelle nous avons toujours beaucoup de mal à

Qu'est-ce qui explique la domination des industries chinoise et étasunienne ? En quoi leurs stratégies diffèrent-elles des stratégies française et européenne?

Historiquement, la stratégie européenne, c'était le développement d'un grand marché ouvert, de « L'Europe, si elle veut libre et juste concurrence. L'Europe, si elle veut préserver son industrie, doit se demander quel dans un environnement qui change. C'est toute la question du respect de l'OMC, celle des tarifs douaniers, de la mise en place du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières et de nombreuses autres réglementations qui sont individuellement pleines de bonnes intentions

et d'objectifs stratégiques largement partagés, mais qui dans la pratique fragilisent le tissu économique avec un surcroît de contraintes que ne s'imposent pas nos concurrents. La France et l'Europe ont des difficultés à prendre en compte ce qui se passe dans les autres grandes zones.

On peut parler de la directive CSRD qui vise notamment à comptabiliser les émissions à l'échelle européenne mais dont la complexité est inaccessible pour les petites et moyennes entreprises (PME) et pénalisante pour les autres. Cela pèse évidemment sur notre compétitivité.

L'Europe protège-t-elle ses intérêts économiques face à ses

Nous avons fait des progrès. Au niveau de l'Europe, prenons pour exemple ce qui se fait avec la voiture électrique. L'Europe a ouvert une enquête sur les conditions de fonctionnement de son marché avec pour objectif d'instaurer des droits de douane significatifs pour les voitures venant de Chine, car il est considéré que les règles d'une juste concurrence ne sont pas respectées.

Il faudra sans doute rapidement élargir ce type de dispositions à d'autres secteurs concernés.

Nous maintenons donc des dépendances stratégiques qui sont problématiques. Il faut interroger les contraintes que nous nous imposons à l'aune de nos objectifs de souveraineté.

Que proposez-vous pour gagner en compétitivité face aux Etats-Unis et à la Chine?

Nous devons agir à trois niveaux : français, européen et mondial. S'agissant de la France, il faut garder une orientation claire sur la

politique de l'offre et la compétitivité de la France et en aucun cas augmenter les impôts qui pèsent sur entreprises industrielles. Il y a aussi l'Europe dans le monde : comment font les Américains et les Chinois pour décarboner

préserver son industrie, doit marché elle veut être, et comment se défendre se demander quel marché elle veut être, et comment se défendre dans un environnement qui change »

> économie, quels types de soutiens, de réglementation, instaurentils ? Je pense par exemple au marché de l'hydrogène, devenu plus attractif aux Etats-Unis qu'en Europe grâce à l'Inflation Reduction Act (IRA). L'hydrogène est important pour la décarbonation de nos économies, mais si nous créons une dépendance à l'hydrogène importé, vaudra-t-elle mieux pour notre souveraineté et notre autonomie stratégique que la dépendance au pétrole?

Quelle stratégie préconisez-vous d'adopter pour décarboner l'industrie?

A travers tout le travail fait en France par les filières les plus émettrices de CO2 (chimie, métallurgie, matériaux comme le verre ou le ciment, agroalimentaire), une vraie action sur la décarbonation a été enclenchée. Cela doit se faire à un rythme qui permette de continuer à produire. Décarboner ne doit pas se traduire par un déplacement de la production en dehors de France ou d'Europe. Il faut trouver le bon équilibre entre décarbonation et désindustrialisation. Tout effet de décarbonation qui se traduit par



pour la chaîne de valeur ? Par exemple, une voiture électrique est aujourd'hui sensiblement plus chère qu'une voiture thermique. Les consommateurs ne sont pas tous prêts à en payer le prix et en accepter les contraintes. Dans les pays dont l'électricité est décarbonée, cette évolution a un bénéfice incontestable pour l'environnement, mais pour l'usage quotidien du client il est ténu.

Les Etats-Unis ont choisi d'encourager la décarbonation par des soutiens publics et crédits d'impôt, alors que le Green deal européen, c'est plus de taxe et de réglementation. Les Chinois ont un grand plan de décarbonation, et ils sont dans une logique de soutien pour conquérir des parts de marché grâce à une diminution des coûts.

La France a traversé une longue période de désindustrialisation. Où en est la réindustrialisation tant attendue?

Le chiffre que je regarde le plus est le nombre d'emplois industriels, qui reflète tout : la productivité, le nombre d'usines ouvertes et fermées, la spécialisation sectorielle, etc. Depuis quelques années, on a arrêté de détruire de l'emploi industriel en France. En crée-t-on assez ? Je ne sais pas. Mais nous sommes repartis sur une courbe positive. L'inflexion est incontestable. Elle montre plutôt que la désindustrialisation s'est arrêtée. Il faut que cette action s'inscrive sur le temps long, en créant un cadre compétitif pour l'industrie française. La France est remontée dans les classements d'attractivité, elle a retrouvé un flux significatif d'investissements étrangers. Mais les incertitudes économiques, politiques, la question du prix de l'énergie et les choix à faire pour rétablir nos comptes publics pourraient fragiliser la dynamique.

une baisse de production en France ou Europe revient à une augmentation des émissions de CO2 car les produits vont être fournis par un autre pays, où l'environnement énergétique et réglementaire est moins favorable à la lutte contre le réchauffement climatique.

Dossier par dossier, sujet par sujet, la réponse doit être apportée par les acteurs qui ont les solutions techniques, qui connaissent les coûts d'investissement, de fonctionnement, le comportement des concurrents, etc. Mettre un coût au carbone aurait sans doute pu être une bonne façon d'accompagner la décarbonation de l'économie mondiale. Mais cela ne marche que si c'est fait à l'échelle globale. Sinon, on organise des transferts qui ne sont pas forcément favorables à la décarbonation de la planète. Le CO2 émis au Brésil, en Chine, ou ailleurs, réchauffe la planète tout aussi efficacement que s'il est émis en Europe.

A quelles difficultés les industriels font-ils face pour décarboner leur activité ?

Nous devons penser aux surcoûts et à la capacité à refacturer les augmentations de ces coûts aux clients. Quelle est l'acceptabilité

Plusieurs grands projets ont été impulsés, à l'instar de France 2030, ETIncelles, etc. Quel regard portez-vous sur ces programmes?

France Relance a réduit de moitié de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les établissements industriels. Dès que l'on baisse un peu la pression fiscale, on rend des choses possibles et des activités reviennent en France.

Ces programmes permettent d'avancer dans la bonne direction.

Le soutien apporté à STMicroelectronics pour développer la production de semi-conducteurs, à Arcelor pour encourager la production d'acier décarboné à Dunkerque, manifeste cela. Il y a aujourd'hui une volonté d'accompagner un certain nombre de transformations avec un bon niveau de soutien. Il faut poursuivre le travail qui a été enclenché en France pour mettre les entreprises françaises dans des conditions de concurrence les plus proches possible des voisins européens et du reste du monde. Commençons par appliquer, sans surtransposition, les règles européennes et travaillons à ce que l'Europe prenne en compte les enjeux de souveraineté et de compétitivité dans son cadre réglementaire. Cela suffira à nous occuper pour les dix prochaines années.